

No. de l'action: 1501-07061
E-Dossier No.: CVQ15PAQUETTEF-1
Appel No.: _____

LA COUR DU BANC DE LA REINE L'ALBERTA
DISTRICT JUDICIAIRE DE CALGARY

SA MAJESTÉ LA REINE

c.

FRANÇOIS PAQUETTE, XAVIER McGUIRE,
SONIA POORAN, HUGUETE BEAULIEU,
SIMON MORIN ET JOEY COUTURE

Les accusés

PROCÉDURES

Calgary, Alberta
22 septembre 2015

Transcript Management Services, Calgary
Pièce 1901-N - 601- 5^e, rue SO
Calgary (Alberta) T2P 5P7
Téléphone: (403) 297-7392 Télécopieur: (403) 297-7034

TABLE DES MATIÈRES

| Description | Page |
|--|------|
| 22 septembre 2015 | |
| Séance de l'après-midi | 1 |
| Discussion | 1 |
| Représentations par Maître Lévesque (Ajournement) | 4 |
| Représentations par Maître Padget (Ajournement) | 6 |
| Autres représentations par Maître Lévesque (Ajournement) | 6 |
| Autres représentations par Maître Padget (Ajournement) | 7 |
| Order (Ajournement) | 7 |
| Représentations par Maître Padget (Avis constitutionnel et plaidoyers) | 9 |
| Représentations par Maître Lévesque (Avis constitutionnel et plaidoyers) | 10 |
| Ordonnance (Avis constitutionnel et plaidoyers) | 17 |
| Certificate of Record | 20 |
| Certificate of Transcript | 21 |

1 Audience tenue dans la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta, Palais de justice, Calgary,
2 Alberta

3 _____

4

5 22 septembre 2015 Séance de l'après-midi

6

7 L'honorable juge Eidsvik Cour du Banc de la Reine de l'Alberta

8

9 D.B. Padget Pour la Couronne

10 G. Lévesque Pour les accusés

11 J. Rema Greffier

12 _____

13

14 **Discussion**

15

16 LA COUR: Monsieur Lévesque -- ou Maître Lévesque, j'ai
17 reçu votre lettre du 16 septembre 2015, mais les autres choses, est-ce que vous avez eu
18 une chance de parler avec Monsieur Padget -- ou Maître Padget, pardon, au sujet de
19 qu'est-ce qu'on va faire dans cette requête.

20

21 Me LÉVESQUE: On parle depuis le 15 août où on s'est croisés
22 brièvement au Congrès juridique de l'Association du Barreau canadien, à Calgary.

23

24 LA COUR: Oui.

25

26 Me LÉVESQUE: J'ai pas eu de nouvelle depuis. Alors, je sais
27 pas s'il a pu donner suite à notre demande qui -- je l'ai envoyée avant pour voir si
28 l'affirmation d'la première ministre avait un impact quelconque sur le dossier, puis j'sais
29 qu'elle dit, I hope we can create a more inclusive (INDISCERNABLE) including access
30 to justice and (INDISCERNABLE) Thursday become (INDISCERNABLE) Depuis
31 c'temps qu'elle a écrit cette lettre-là, y devrait y avoir un changement ou du moins une
32 ouverture à régler les obstacles comme ceux qui sont identifiés dans ce litige-ci.

33

34 LA COUR: OK. Well, Maître Lévesque, la note de Rachel
35 Notley est très bonne, mais c'est vague. OK. Alors --

36

37 Me LÉVESQUE: Et pour la première fois qu'on a d'la part du
38 Gouvernement une affirmation si directe et désire faciliter les services juridiques en
39 français, pour faire -- les gens à qui j'ai montré la lettre, disons, entre autre, de d'autres
40 provinces, y m'ont dit, Bien, vos problèmes sont enfin réglés. Il y a -- y'a une ouverture,
41 y'a une volonté d'agir et de régler.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41

Nous, ça fait des années qu'on demande à Justice Alberta, qu'on leur suggère différentes propositions, p'is y veulent pas les discuter ou leur donner suite. En 2008, j'ai écrit, pour l'Association des juristes, un mémoire à la ministre de la Justice de l'Alberta. Elle n'a pas accepté d'nous rencontrer. On nous a envoyés au juge-en-chef, parce qu'y avait des propositions qui demandaient la création d'un groupe de travail conjoint entre le ministère, la magistrature et la profession pour régler les irritants qu'on continue à recevoir à chaque fois qu'on (INDISCERNABLE) service en français au niveau juridique.

Et la magistrature, les juges-en-chef ont répondu d'une façon positive à notre mémoire. Même le juge-en-chef d'la Cour du -- de la Cour du Banc d'la Reine nous a surpris en désignant tout d'suite un juge qui --

LA COUR: OK. OK. Maître Lévesque -- OK. On est ici aujourd'hui à propos de l'avis d'une question constitutionnelle, que vous avez déposée le 23 juin, maintenant, 201. Alors, je suis pas là pour parler au sujet d'la politique, le français, etcetera.

Alors, maintenant, je veux savoir qu'est-ce que voulez faire avec cette question? Est-ce que vous voulez continuer? Si oui, j'ai vu que vous avez pas déposé les affidavits à cause peut-être de santé ou voulez avoir -- qu'est-ce -- vous voulez un ajournement pour voir qu'est-ce que le gouvernement NPD va faire. Je sais pas.

Mais on est ici pour l'avis d'une question constitutionnelle et le -- pour le gérer. Alors, est-ce qu'on peut peut-être juste parler de ce sujet-là?

Me LÉVESQUE: Oui. Rien --

LA COUR: OK.

Me LÉVESQUE: -- si Monsieur Padget a rien à nous annoncer comme suivi à c'que nous lui avons demandé, on peut s'entendre sur les prochaines étapes. Malheureusement, mon état de santé m'a permis de finaliser les affidavits des requérants. Mon médecin m'a permis de reprendre l'avion le -- au début du mois prochain, là, dans trois semaines. Alors, le 8 juin -- le 8 octobre j'vais être de nouveau à Calgary.

On peut fixer, si y'a rien à recevoir comme information de Monsieur Padget, des nouvelles dates. Malheureusement, mon état d'santé m'a -- nous fait -- nous force à reporter cette échéance d'aujourd'hui à une autre date.

1 Maître Padget, est-ce que vous avez des suggestions à faire? Moi, j'ai essayé de
2 rencontrer la ministre de la Justice de mon côté, mais c'est pas possible. Il semble qu'elle
3 ne rencontre pas les gens pour un bout d'temps, que c'est la même chose pour la plupart
4 des ministres, sauf le ministre responsable des services en français, a accepté de
5 m'rencontrer à la fin du mois prochain.

6

7 LA COUR: OK. On va pas -- on va demander à Monsieur
8 Padget, Monsieur Padget -- alors, Monsieur Padget, Do you have other instructions from -
9 - different from what you filed -- the material that you filed there, back in -- I am looking
10 for it here --

11

12 Me PADGET: No. No, I don't. And just to --

13

14 LA COUR: -- back in May?

15

16 Me PADGET: -- yes. To address the letter briefly --

17

18 LA COUR: Right.

19

20 Me PADGET: -- I did say I owe you a response in a general
21 sense, and then when we last met, I thought I replied verbally to the effect that -- I mean,
22 one question was, Was the Minister aware of what the Premier had said? And in this
23 regard, Sure. Yes. I can confirm that our Department is aware of that. We certainly have it
24 from Mr. Lévesque.

25

26 So I thought my response was generally clear enough that the Minister and the
27 Department is aware and that he's made a Charter challenge and that's a different matter.
28 The Premier said a number of things that are aspirational and general in nature, like,
29 improving access to justice; what does that mean; does it have to mean more money, does
30 it mean something else; facilitating access in French, has no specific concrete meaning
31 and strictly-speaking, it's not relevant to the issue of litigating Charter rights. I mean, have
32 the Minister or the Premier said the opposite, I don't think we're going to be arguing that
33 that is irrelevant to Charter rights either.

34

35 So I thought I was clear that, you know, I don't have any different instructions. And also,
36 I'm not here to respond to any lobbying or policy effort. That's --

37

38 LA COUR: Right.

39

40 Me PADGET: -- that's not my job.

41

1 LA COUR: Right.

2

3 Me PADGET: And if others do that with other parts of
4 Government, that's -- that's not what I deal with. So I mean, I could've written things then
5 maybe more clearly, but we're in litigation and until I get other instructions, we're still in
6 litigation. And --

7

8 LA COUR: OK. Alors, maintenant, vous avez votre
9 réponse, Maître Lévesque. Alors, la question est, Est-ce que vos clients veulent continuer,
10 là, Monsieur Paquette, McGuire, etcetera, pourra -- et si ils veulent continuer, alors, il faut
11 qu'ils déposent leur requête et on con -- ou leur affidavit, pardon, et puis, on continue.

12

13 **Représentations par Maître Lévesque (Ajournement)**

14

15 Me LÉVESQUE: OK. La réponse de Monsieur Padget est très
16 claire. Est-ce que on peut fixer une date en novembre ou -- pour se réunir de nouveau pour
17 voir quelle -- parce que j'aurai déposé par c'temps-là les affidavits.

18

19 LA COUR: Alors, vous voulez déposer combien
20 d'affidavits; c'est cinq ou six, je pense?

21

22 Me LÉVESQUE: Six, oui.

23

24 LA COUR: C'est ça que vous avez dit?

25

26 Me LÉVESQUE: Six.

27

28 LA COUR: Six?

29

30 Me LÉVESQUE: Six, oui.

31

32 LA COUR: Et auparavant vous avez dit que ça serait fait à
33 la fin d'août, non?

34

35 Me LÉVESQUE: Ça devait être fait à temps pour qu'on puisse
36 les discuter aujourd'hui. Quand j'ai discuté avec des représentants au fédéral, ils avaient
37 considéré c'qu'ils pensaient être une ouverture de l'Alberta qui existait pas avant. Y'ont --
38 les correspondants ont dit qu'ils s'intéressaient eux à participer à cet effort-là, mais, là, y
39 semble ça sera pas le cas. Y faudra continuer comme litige et --

40

41 Me PADGET: Can I just comment on that? I see the things as

1 entirely different. Even if Alberta does something or doesn't do something, as a policy
2 matter to make something easier in the courts, that's -- that's a different response. It's a
3 policy response. It doesn't answer whether these are Charter rights or must be -- or end up
4 being ordered by the Courts. And that's -- I see it entirely differently that the Government
5 can do more or less in a policy response and that is not directly relevant to whether there
6 are Charter rights from this area.

7

8 LA COUR: Right. Okay. So we are just trying to -- we are
9 just trying to manage this thing right now. Okay. There's a whole -- this Charter rights or
10 language rights, that he has claimed is whole bunch of things. It goes, like, from A to T in
11 this notice here. So what we are trying to do is sort of narrow down the areas and get the
12 evidence in front of the Court that we need, and then we have to set some dates to argue
13 this. So that is basically it. Right?

14

15 But -- so Mr. Lévesque here is now saying he has six affidavits. My note said there was
16 francophone affidavits, one anglophone, but anyways now you are suggesting another
17 one, un autre. Maître Lévesque, vous avez six --

18

19 Me LÉVESQUE: Oui. Y'a un autre requé --

20

21 LA COUR: -- au lieu de cinq?

22

23 Me LÉVESQUE: -- y'a un autre requérant qui a -- qui fait partie
24 de la demande. Y'a six requérants. Alors, ça serait un affidavit par requérant.

25

26 LA COUR: Il y a six: un, deux, trois, quatre, cinq. Moi, j'ai
27 cinq: Paquette, McGuire, Pooran, Beaulieu et Morin.

28

29 Me LÉVESQUE: Y manque Couture.

30

31 LA COUR: Oh, Couture. OK. Joey Couture. OK. Oui, oui.
32 Il y en a six. OK. Alors, vous auriez six affidavits des requérants?

33

34 Me LÉVESQUE: Oui.

35

36 LA COUR: OK. Et vous pouvez les déposer quand? À la
37 fin de novembre?

38

39 Me LÉVESQUE: Oui.

40

41 LA COUR: Par la fin de novembre. OK.

1

2 Me LÉVESQUE: Oui.

3

4 **Représentations par Maître Padget (Ajournement)**

5

6 Me PADGET: I do find November kind of quite late. And I
7 do wonder -- I mean, if other things are getting in the way that don't permit Mr. Lévesque
8 to get it done any earlier, I do wonder if we could or should explore the possibility of
9 other counsel. The end of November will be at least six months after May, when we last
10 met.

11

12 LA COUR: Mm-hm.

13

14 **Autres représentations par Maître Lévesque (Ajournement)**

15

16 Me LÉVESQUE: How about the mid-November? And I know
17 what you mean, Mr. Padget. I'm setting the things now in front of you because my doctor
18 told me that now that I'm starting my 78 it's time for me to wind down my
19 (INDISCERNABLE) in Alberta, let's not bother with that. So (INDISCERNIBLE) more
20 whatever I want to do.

21

22 About mid-November.

23

24 LA COUR: Okay. What about November 13th, then? But
25 then --

26

27 Me LÉVESQUE: Oh.

28

29 LA COUR: -- November 13th?

30

31 Me LÉVESQUE: Yes.

32

33 LA COUR: OK. Par nove -- OK. Le 13 novembre. Et puis,
34 après ça, Monsieur Padget, faut que vous décidiez si vous voulez faire quelque chose avec
35 tout ça. Si vous pouvez --

36

37 **Autres représentations par Maître Padget (Ajournement)**

38

39 Me PADGET: I mean, given -- given that we've had a long
40 delay in getting those, and I have no idea what's going to be in them really, other than a
41 pure guess --

1

2 LA COUR: Mm-hm.

3

4 Me PADGET: -- I would appreciate being to set some dates
5 (INDISCERNABLE) date after I've seen that. I won't even know what material we
6 brought in response or whether we'd want to (INDISCERNABLE) on one or many until
7 we see that and it might be a bit premature to identify today just when I don't know any of
8 that.

9

10 LA COUR: Right. So you want to take a look and then --
11 what is going on here? We are having technical difficulties today. Okay. So -- oh. Okay.
12 We are having echoing problems. Hold on. Are you all there?

13

14 Me PADGET: I am.

15

16 LA COUR: Okay. Okay. So when would -- for -- when
17 would you like to meet again.

18

19 Me PADGET: I think, you know, once -- you know, certainly
20 if we had a month to look at it, we could figure out what we're likely to have and talk to
21 potential witnesses. But November -- December is harder to schedule things in. So
22 perhaps early January we could either tentatively set up another teleconference or call in
23 and request a date early in January to see where we're at, and then I may or may not know
24 for sure exactly how many we would have in response or whether we'll examine for them.
25 But -- or we could just exchange it among counsel and then get -- get a hold of you.

26

27 **Order**

28

29 LA COUR: Okay. I do not have my schedule for January
30 yet. So we do not have a schedule for the spring. Okay. So we will just decide that by the
31 13th of November the affidavits will be filed and then you can correspond between the two
32 of you as to what you want to do next, and then when you need to meet with me, you can
33 arrange through my assistant to meet with me next January, some time, and then we will
34 just set another date then or if you want to set this down for a hearing, you can also
35 arrange to do that directly. Like -- okay. You will not need me necessarily to do that. So
36 other than just schedule with my schedule, which I won't have for at least another month
37 anyway, so --

38

39 Me PADGET: Okay.

40

41 LA COUR: Alors, ça va, Maître Lévesque? Vous déposez

1 vos affidavits par le 13 novembre --

2

3 Me LÉVESQUE: Oui.

4

5 LA COUR: -- et puis, après ça vous communiquez entre
6 vous, entre vous et Monsieur -- Maître Padget pour si vous avez besoin des contre-
7 interrogations sur les affidavits ou quoi.

8

9 Me LÉVESQUE: Oui.

10

11 LA COUR: Vous pouvez décider et sinon -- et si le
12 Gouvernement veut déposer aussi des affidavits en réplique, ça c'est aussi possible. Alors,
13 vous pouvez arranger ça entre vous et si vous avez besoin de moi, vous pouvez écrire ou
14 demander à mon assistante, Maria Mancina (phonétique), pour une autre date pour nous
15 rejoindre peut-être en janvier.

16

17 Me LÉVESQUE: Oui.

18

19 LA COUR: Et puis, sinon, vous continuez et on met une
20 date pour les soumissions et les plaidoiries orales --

21

22 Me LÉVESQUE: Oui.

23

24 LA COUR: -- en quelque temps en 2016; je sais pas quand
25 --

26

27 Me LÉVESQUE: Oui.

28

29 LA COUR: -- mais quand on -- on puisse le faire. OK?

30

31 Me LÉVESQUE: Oui.

32

33 LA COUR: Alors, je vous attends après et peut-être vous
34 pourriez vous arranger les choses entre vous deux.

35

36 **Représentations par Maître Padget (Avis constitutionnel et plaidoyers)**

37

38 Me PADGET: Sure. One quick question. I still don't have a
39 copy of the pleading on -- that is supposed to be supporting the notice. And, in fact, last
40 time we spoke, I understood that the constitutional notice, in fact, involved many things
41 that are not contained in the pleading. And it's been our position, and I think it's firm in

1 law that if the pleading that need to support the whole arguments and then the notice is
2 just a notice.

3

4 LA COUR: Well, no, like, this -- where are the pleadings
5 anyways? What --

6

7 Me PADGET: So I understood that it probably had to be
8 amended in any case to encompass all that he hopes to argue. And I thought the
9 understanding is, you know, you get one easy and free amendment to the pleadings and
10 I'm not sure if there's been any or many 'cause I'm not aware of any.

11

12 LA COUR: Well, this process is just a bit confusing to me
13 altogether, this notice of constitutional question. Would it not be a statement of claim or
14 what is it? Like, is this a statement of claim? Is this treated like a statement of claim? I do
15 not know. What is this?

16

17 **Représentations par Maître Lévesque (Avis constitutionnel et plaidoyers)**

18

19 Me LÉVESQUE: Well, that's what I thought. It was the
20 originating notice could be a state -- a notice of --

21

22 LA COUR: So is this like an originating notice of motion?

23

24 Me LÉVESQUE: Yes.

25

26 LA COUR: C'est comme ça? OK.

27

28 **Autres représentations par Maître Padget (Avis constitutionnel et plaidoyers)**

29

30 Me PADGET: I understood, frankly, if it's going to be
31 contested oral and affidavit evidence with cross-examinations, that sounds to me like it
32 has to be a statement of claim. And the constitutional notice itself is not a pleading. It
33 doesn't ground the argument. It just gives us notice of what the arguments will be and, of
34 course, spend quite a lot on the bare bones of what's required.

35

36 LA COUR: Okay. Well --

37

38 Me PADGET: And if --

39

40 LA COUR: -- one of the things, Mr. Padget is -- Mr.
41 Padget is that Mr. -- Maître Lévesque is from Toronto, so he is not familiar with our

1 process, although it is pretty similar to Ontario law. But in any event --

2

3 Me PADGET: Could we --

4

5 LA COUR: -- that is part --

6

7 Me PADGET: -- also have --

8

9 LA COUR: -- of the problem. So --

10

11 Me PADGET: Yeah.

12

13 LA COUR: -- what is it that you think is necessary here?

14 You think that a statement of claim is necessary?

15

16 Me PADGET: Two things, if I could. I mean, one is that he
17 provide this week the current pleadings.

18

19 LA COUR: Well, he is has filed it June 23, 2015.

20

21 Me PADGET: Yeah. No. I suppose I can go to court and get a
22 copy, but I would've thought he would provide me a copy.

23

24 LA COUR: Did you not you -- Maître Lévesque, est-ce que
25 vous n'avez pas --

26

27 Me LÉVESQUE: Oui. Il été signifié.

28

29 LA COUR: -- envoyé le Gouvernement?

30

31 Me LÉVESQUE: Il a été signifié en même temps que Madame --
32 sa directrice.

33

34 LA COUR: Est-ce que vous l'avez envoyé à Maître
35 Padget?

36

37 Me LÉVESQUE: Oui.

38

39 LA COUR: Ah.

40

41 Me PADGET: Oui, et y'a une autre --

1
2 LA COUR: OK. Il l'a pas reçu. Est-ce que vous pouvez
3 envoyer un autre, s'il vous plaît?
4
5 Me LÉVESQUE: Oui.
6
7 Me PADGET: And, in any case, I thought we had an
8 understanding that it doesn't ground all that's in the constitutional notice. So if he does
9 intend to amend it, I would hope that that could be even done bef -- I mean, for his own
10 purposes, he would want that done before the 13th of November, to know that he's got a
11 proper pleading and then within which he would have his affidavits.
12
13 LA COUR: Well, he has a proper pleading. It has been
14 filed --
15
16 Me PADGET: Yeah.
17
18 LA COUR: -- and file number, 1501-07061. So it is a
19 proper pleading. It is being treated like an originating notice.
20
21 Me PADGET: Yeah. It's --
22
23 LA COUR: It probably should have said, Originating
24 notice on it but that is the way it is --
25
26 Me PADGET: It --
27
28 LA COUR: -- that is being treated, like, take it from the
29 clerks.
30
31 Me PADGET: Okay. Behind the --
32
33 LA COUR: Right, Mr. Clerk?
34
35 LE GREFFIER: (PAS DE RÉPONSE AUDIBLE)
36
37 LA COUR: Right. Mr. Clerk is -- le greffier, il -- he's
38 shaking his head, Oui. OK. So it is like an originating notice and you are suggesting, Mr.
39 Padget, that it should be more like a statement of claim. But originating notice goes on
40 affidavit evidence. My guess you will just have to see if there is a debate on the evidence.
41 So it might not be much of a debate. I mean, a lot of this is just sort of straightforward as

1 to what is happening in the courts or not.

2

3 Me PADGET:

Yeah.

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42

L'AUDIENCE EST TERMINÉE

I, Jimmy Rema, certify that this recording is a record made of the evidence in the proceedings in the Court of Queen's Bench, held in Courtroom 1201, at Calgary, Alberta, on the 22nd day of September, 2015, and I was the court official in charge of the sound-recording machine during the proceedings.

1 Certificate of Transcript

2

3 I, Susie Murphy, certify that

4

5 (a) I transcribed the record, which was recorded by a sound-recording machine, to the
6 best of my skill and ability and the foregoing pages are a complete and accurate transcript
7 of the contents of the record, and

8

9 (b) the Certificate of Record for these proceedings was included orally on the record
10 and is transcribed in this transcript.

11

12

Certified, May 20, 2015

13

S. Murphy, Transcriber

14

Order No. 5355-15

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41